

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. XII
N. 101

RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DEL CONSIGLIO D'EUROPA APPROVATA NELLA 20ª SEDUTA DELLA 33ª SESSIONE ORDINARIA

Recommandation 932 (1982) (1)
relative à la 5^e Conférence parlementaire et scientifique
« Technologie et démocratie »
(Helsinki, 3-5 juin 1981)

Annunciata il 26 aprile 1982

L'ASSEMBLÉE,

1. — Ayant pris connaissance des résultats de sa 5^e Conférence parlementaire et scientifique, tenue à Helsinki du 3 au 5 juin 1981;

2. — Consciente de l'ampleur de l'évolution technologique contemporaine, et des transformations de société et de civilisation qu'elle peut entraîner, tant sur le plan des structures économiques et industrielles que sur celui des libertés de l'homme et de l'organisation politique;

3. — Considérant que ces transformations comportent des aspects positifs dont il convient de tirer parti, en même temps que des problèmes qu'il faut résoudre et des dangers qu'il faut éviter:

A. Aspects positifs

i. l'évolution technologique est la clef du progrès matériel;

ii. les progrès qu'ont réalisés dans ce domaine les nations occidentales leur ont permis de mettre leur population à l'abri du besoin et de s'assurer une influence prédominante dans le monde;

iii. malgré les problèmes et les dangers qu'elle pose, cette évolution est globalement bénéfique, et il est indispensable que l'Europe la maîtrise en se maintenant

(1) Discussion par l'Assemblée le 25 janvier 1982 (20^e séance) (voir Doc. 4830, rapport de la commission de la science et de la technologie).

Texte adopté par l'Assemblée le 25 janvier 1982 (20^e séance).

ou en se rétablissant au premier rang dans le domaine de la recherche, condition première de cette évolution;

iv. il convient, d'autre part, que l'Europe et les autres pays industrialisés partagent les fruits de leurs activités scientifiques et techniques avec les pays en voie de développement, tenant compte de leurs obligations morales et historiques et des problèmes immenses (alimentation, énergie, communications, formation professionnelle, etc.) auxquels ces pays doivent faire face;

B. Problèmes et dangers

Transformations sociologiques:

i. les évolutions technologiques ont pour conséquence des suppressions d'emploi dans de nombreux secteurs;

ii. le remède ne consiste pas, cependant, à refuser cette évolution, mais à en profiter pour créer des emplois dans d'autres secteurs (recherche, services, culture, etc.);

Dangers pour la vie privée et la démocratie:

iii. le processus technologique rend la société de plus en plus complexe et difficile à contrôler par les élus politiques qui ne sont pas toujours à même d'en comprendre tous les rouages, et qui, absorbés par les problèmes immédiats, risquent de négliger les problèmes à longue échéance posés par la science;

iv. l'informatique permet de recueillir sur les individus des renseignements qui, classés et répertoriés, peuvent être une arme redoutable entre les mains d'un pouvoir politique qui ne serait pas démocratiquement contrôlé;

v. les inquiétudes suscitées par l'ampleur et l'allure de l'évolution technique, qui bouleverse à un rythme accéléré la condition humaine, ont provoqué l'écllosion de mouvements qui revendiquent une participation institutionnelle et directe des citoyens aux choix et décisions relatifs à

la politique de la science et de la technologie; cette volonté de participation et de prise de responsabilité est un élément positif en soi; des précautions doivent cependant être prises si l'on veut éviter que l'action de ces mouvements ne mette en danger les traditions et les valeurs de la démocratie parlementaire;

vi. enfin, les progrès de la technologie donnent à l'homme, dans tous les domaines, un pouvoir qui risque de l'enivrer et qu'il est d'autant moins à même d'assumer que les progrès de la sagesse et de la maîtrise de l'homme sur lui-même n'ont pas suivi d'un même pas les progrès de la science;

4. — Estimant que, pour profiter des bienfaits de cette évolution, pour faire face aux problèmes et éviter les dangers qu'elle comporte, l'Europe doit, dans l'immédiat, accroître et approfondir ses efforts, tant sur le plan de la recherche fondamentale que sur celui des développements techniques, et cela d'autant plus que, si elle dispose d'un potentiel scientifique comparable à celui des Etats-Unis ou du Japon, elle n'en tire pas un parti comparable, les formes actuelles de coopération étant déficientes dans plus d'un domaine;

5. — Compte tenu de la déclaration adoptée le 20 mars 1981 par les ministres réunis dans le cadre du Comité de la politique scientifique et technologique de l'OCDE, et souhaitant pouvoir compter sur la poursuite des travaux de ce comité, notamment en matière de politiques d'innovation, du renforcement de la recherche universitaire et fondamentale, et du renforcement des capacités scientifique et technique des pays en voie de développement;

6. — Invitant la Fondation européenne de la science à donner son avis sur les propositions suivantes de la 5^e Conférence:

i. la création d'un organe consultatif de scientifiques et de décideurs politiques, appelé à donner aux gouvernements et

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

aux parlements son avis sur les priorités en matière de recherche scientifique et de grands investissements technologiques, ainsi que sur l'emplacement de ceux-ci;

ii. dans le cadre des priorités ainsi définies, le financement d'équipes de recherche multinationales de très haut niveau, rattachées aux divers « centres d'excellence », en vue de la mise en œuvre de programmes limités dans le temps;

7. — Invite les gouvernements des Etats membres:

a) à concerter leurs efforts en vue de conserver ou de retrouver le premier rang dans la recherche et le développement, condition première du rétablissement de la compétitivité de l'industrie européenne;

b) à veiller à la mise en œuvre de nouvelles conceptions d'organisation du travail, de répartition de l'emploi, de formation et de recyclage;

c) à organiser de façon efficace la collaboration entre les centres européens de recherche, afin d'éviter les doubles

emplois et de concentrer les efforts sur les points prioritaires choisis;

d) à coordonner, notamment dans le cadre de l'Agence spatiale européenne, leurs contributions à la 2^e Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (« Unispace » - Vienne, août 1982);

e) à tenir compte de leurs obligations envers les pays en voie de développement, en prenant mieux conscience du fait que les transferts de connaissances et de technologies auxquels ils procèdent n'auront de valeur civilisatrice que pour autant qu'ils seront effectués dans le respect des civilisations autres que la leur, et que sera instauré avec ces civilisations un dialogue permanent;

8. — Recommande au Comité des Ministres de prendre, en consultation avec le Conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les mesures appropriées pour la convocation d'une réunion des commissions de liaison entre les deux Organisations en vue de donner suite aux débats et propositions de la 5^e Conférence.

N. B. — Traduzione non ufficiale.

Raccomandazione 932 (1982) (1)
relativa alla 5ª Conferenza parlamentare e scientifica
« Tecnologia e democrazia »
(Helsinki, 3-5 giugno 1981)

L'Assemblea,

1. — Dopo aver preso conoscenza dei risultati della 5ª Conferenza parlamentare e scientifica, svoltasi a Helsinki dal 3 al 5 giugno 1981;

2. — Consapevole dell'ampiezza della evoluzione tecnologica contemporanea e delle trasformazioni della società e della civiltà che essa può comportare, sia sul piano delle strutture economiche ed industriali sia su quelle della libertà dell'uomo e della organizzazione politica;

3. — Ritenendo che tali trasformazioni comportano aspetti positivi da cui conviene trarre profitto insieme con problemi che è necessario evitare:

A. Aspetti positivi

a) l'evoluzione tecnologica è la chiave del progresso materiale;

b) i progressi realizzati in questo settore dai paesi occidentali hanno permesso a questi ultimi di mettere le rispettive popolazioni a riparo dal bisogno, nonché di assicurarsi una influenza predominante nel mondo;

c) malgrado i problemi e i pericoli, l'evoluzione su indicata è da un punto

di vista globale benefica ed è indispensabile che l'Europa la controlli mantenendosi o riportandosi al primo posto nel campo della ricerca, condizione prima di tale evoluzione;

b) è opportuno inoltre che l'Europa e gli altri paesi industrializzati dividano i frutti delle proprie attività scientifiche e tecnologiche con i paesi emarginati tenendo conto dei loro obblighi morali e storici nonché dei problemi immensi (alimentazione, energia, comunicazioni, formazione professionale, etc.), ai quali tali paesi devono far fronte.

B. Problemi e pericoli

Trasformazione sociologica:

a) l'evoluzione tecnologica porta alla soppressione di posti di lavoro in numerosi settori;

b) il rimedio non consiste tuttavia nel rifiutare tale evoluzione, ma nell'appropriarne per creare posti di lavoro in altri settori (ricerca, servizi, cultura, etc.).

(1) Discussione dell'Assemblea del 25 gennaio 1982 (20ª seduta) (vedi Doc. 4830, rapporto della Commissione della scienza e della tecnologia).
Testo adottato dall'Assemblea il 25 gennaio 1982 (20ª seduta).

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

Pericoli per la vita privata e la democrazia:

c) il processo tecnologico rende la società sempre più complessa e difficile da controllare da parte degli uomini politici eletti che non sono sempre in grado di comprenderne i meccanismi e che, presi dai problemi immediati, rischiano di trascurare i problemi a lunga scadenza posti dalla scienza;

d) l'informatica consente di raccogliere sugli individui informazioni che, classificate e schedate, possono costituire una arma pericolosa nelle mani di un potere politico che non fosse controllato democraticamente;

e) le inquietudini suscitate dall'ampiezza e dal ritmo dell'evoluzione tecnica, che sconvolge a velocità accelerata la condizione umana, hanno provocato la nascita di movimenti che rivendicano la partecipazione istituzionale e diretta dei cittadini alle scelte e decisioni relative alla politica scientifica e tecnologica; questa volontà di partecipazione e di assunzione di responsabilità costituisce in sé un elemento positivo; tuttavia devono essere prese precauzioni per evitare che l'azione di questi movimenti metta in pericolo le tradizioni e i valori della democrazia parlamentare;

f) infine, i progressi della tecnologia danno all'uomo, in tutti i campi, un potere che rischia di ubriacarlo e che forse non è in grado di esercitare, anche perché i progressi della saggezza e del controllo dell'uomo su sé stesso non sono andati di pari passo con i progressi della scienza;

4. — Ritenendo che, per trarre profitto dai benefici di questa evoluzione per far fronte ai problemi ed evitare i pericoli che essa comporta, l'Europa dovrebbe nell'immediato accrescere ed approfondire gli sforzi, sia nel campo della ricerca fondamentale che in quello degli sviluppi tecnologici, e ciò tanto più in quanto, se da una parte essa dispone di un potenziale scientifico comparabile a quello degli USA o del Giappone, non ne

trae un eguale profitto, essendo le forme attuali di cooperazione molto carenti in diversi settori;

5. — Tenuto conto della dichiarazione adottata il 20 marzo 1981 dai ministri riuniti nel quadro del Comitato della politica scientifica e tecnologica dell'OCDE, auspicando di poter contare sul proseguimento dei lavori di tale Comitato, in particolare in materia di politiche di innovazione, di rafforzamento della ricerca universitaria e di base, nonché di rafforzamento delle capacità scientifiche e tecniche dei paesi emarginati;

6. — Invita la Fondazione europea per la scienza ad esprimere un suo parere sulle seguenti proposte avanzate dalla 5ª Conferenza:

a) la creazione di un organo consultivo di scienziati e di uomini dotati di potere e decisioni politiche chiamato a dare ai governi e ai parlamenti il suo parere sulle priorità in materia di ricerca scientifica e di grandi investimenti tecnologici, nonché sull'ubicazione di questi ultimi;

b) nel quadro delle priorità così definite, il finanziamento di squadre di ricerche multinazionali di altissimo livello, raccordate ai diversi centri in vista della realizzazione di programmi limitati nel tempo;

7. — Invita i governi degli Stati membri:

a) a coordinare i loro sforzi per conservare o ritornare al primo posto nella ricerca e nello sviluppo, condizione pregiudiziale per il ristabilimento della competitività dell'industria europea;

b) a controllare la realizzazione di nuovi metodi di organizzazione del lavoro, di ripartizione dell'impiego, di formazione e di mobilità;

c) a favorire in modo concreto la collaborazione tra i centri europei di ri-

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

cerca per evitare duplicazioni e concentrare gli sforzi nei settori prioritari;

d) a coordinare, in particolare nel quadro dell'agenzia spaziale europea, i loro contributi alla 2^a Conferenza dell'ONU sulla esplorazione e utilizzazione pacifica dello spazio extra-atmosferico (« Unispace » Vienna, agosto 1982);

e) a tener conto dei loro obblighi verso i paesi emarginati prendendo maggiormente coscienza del fatto che i trasferimenti di conoscenze e tecnologie avranno una funzione « civilizzatrice » nella mi-

sura in cui si effettueranno nel rispetto delle altrui civiltà allacciando con queste ultime un dialogo permanente.

8. — Raccomanda al Comitato dei Ministri di adottare, in consultazione con il Consiglio dell'Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economico (OCDE), le misure appropriate per la convocazione di una riunione delle commissioni di collegamento tra le due Organizzazioni al fine di dare un seguito ai dibattiti e alle proposte della 5^a Conferenza.